



Ébauche – v.3

Réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP)

15 septembre 2016

Victoria (C.-B.)

COMPTE RENDU DE DÉCISION

Présents

Coprésidents du CPSSP

Chris Bookless	Yukon
Jacques Paquette	EDSC – Service Canada

Membres du CPSSP

Glenn Brunetti	MSDO Ouest/région du Nord
Steve Burnett	Ontario
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Richard Dalpé	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (pour Nicholas Wise)
Bev Dicks	Colombie-Britannique
Libby Douglas	Anciens combattants Canada
Josée Dussault	Agence du revenu du Canada
Guy Gordon	Manitoba
Karla Hale	MSDO région centrale
Janine Halliday	MSDO région de l'Est
Ron Hinshaw	Colombie-Britannique
Rob Horwood	Nouveau-Brunswick
Michelle Lattimore	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Christian Laverdure	Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)
Réa Mckay	Services publics et Approvisionnement Canada
Lee Parker	Postes Canada (pour Don Bougie)
Cosanna Preston-Idedia	Saskatchewan (pour Lisa Raddysh)
Jackie Stankey	Alberta
David Ward	Ontario



OBSERVATEURS ET PRÉSIDENTS DE SOUS-COMITÉS

Mark Burns	Yukon
Corinne Charette	Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) Canada
Jennifer Dawson	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Anik Dupont	EDSC/Service Canada, coprésidente du Groupe de travail sur les actes et avis de décès
Pascale Elvas	EDSC – Service Canada
Rob Frelich	EDSC/Service Canada, coprésident de l'Initiative de développement coopératif (IDC)
Allison Little Fortin	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Nancy MacLellan	Nouvelle-Écosse, présidente du Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC)
Margo McCarthy	EDSC – Service Canada
Silvano Tocchi	Agence du revenu du Canada
Rhonda Tsingos	MSDO Canada
Annette Vermaeten	EDSC/Service Canada, coprésidente de la Collaboration liée au réseau de services

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Dan Batista
Maria Luisa Willan

Poin t	SUJET/DISCUSSION	Décision ou mesure à prendre
1.	<p><u>Questions administratives:</u></p> <p>Les coprésidents du CPSSP souhaitent la bienvenue aux membres et aux observateurs.</p> <p><u>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne des conseils mixtes du 25 février 2016 tenue à Toronto (Ontario) (voir tableau 1A)</u></p> <p>Compte rendu de décision de la réunion du CPSSP du 25 février 2016 adopté sans modifications.</p> <p><u>B) Révision des mesures de suivi découlant des réunions précédentes (voir tableau 1B)</u></p> <p>Maria Luisa Willan, gestionnaire, conseils nationaux, informe les membres que la plupart des mesures de suivi découlant des réunions ou téléconférences précédentes seront complétées au cours de la présente réunion. En ce qui concerne la mesure de suivi n° 1 découlant de la réunion de février 2016 se rapportant à une discussion avec les membres du CPSSP sur le projet ou la possibilité d'investir une partie des fonds disponibles dans les réserves du</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion du CPSSP du 25 février 2016 est adopté.</p>



CPSSP, Maria Luisa indique que depuis la réunion de février, le CPSSP a approuvé le financement de plusieurs projets. Elle suggère que cette mesure de suivi devienne un point permanent faisant l'objet d'un examen annuel.

C) Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 15 septembre 2016 (voir tableau 1C)

L'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 15 septembre 2016 est adopté. Il n'y a ni questions ni commentaires.

D) Situation financière du CPSSP et décision concernant la contribution du Nunavut (voir tableaux 1D, 1D(ii) et 1D(iii))

Linda Maljan, trésorière du CPSSP, (par téléconférence), fait le point sur la situation financière du CPSSP en présentant notamment un aperçu de la contribution des membres (détermination des montants de contribution des administrations fédérales, provinciales, territoriales et municipales [FPTM] et affectation de ces fonds).

Linda mentionne qu'on a demandé aux membres de prendre une décision lors de la présente réunion concernant la contribution du Nunavut au CPSSP. Elle indique que le Nunavut n'a pas été en mesure de faire partie des conseils et de payer sa contribution au cours des cinq dernières années (la contribution annuelle du Nunavut au CPSSP est de 1 587,04 \$). Elle souligne que les coprésidents des conseils ont tenté d'établir un contact avec le Nunavut, mais en vain. La contribution du Nunavut au CPSSP demeure impayée. Différentes options sont présentées aux membres aux fins d'examen afin de combler le manque à gagner.

À la suite de la discussion, les membres du CPSSP conviennent de réduire leurs recettes annuelles totales, passant de 281 000 \$ à 279 254,05 \$, ce qui signifie que le montant alloué aux réserves serait de 98 254,05 \$ au lieu du montant actuel de 100 000 \$. Cela représente une faible diminution des contributions totales provinciales et territoriales (P/T), de même qu'un léger rajustement des contributions fédérales (la contribution fédérale au CPSSP correspond au tiers des contributions totales FPTM, soit à un montant de 93 666,67 \$).

Linda Maljan demande au Secrétariat de l'ISAC de mettre à jour les montants de contribution des membres en fonction de la décision prise par les membres du CPSSP et d'en remettre une copie aux membres. Elle indique que les factures pour les contributions de 2017-2018 seront envoyées aux membres en janvier 2017.

Les membres donnent leur approbation.

Un élément de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour a été identifié :

Le Secrétariat de l'ISAC doit mettre à jour la contribution des membres du CPSSP en fonction de la décision se

Décision n° 2 :

L'ordre du jour de la réunion du CPSSP du 15 septembre 2016 est adopté.

Décision n° 3 :

Les membres du CPSSP conviennent de réduire leurs recettes annuelles totales, en passant de 281 000 \$ à 279 254,05 \$, ce qui signifie que le montant alloué aux réserves serait de 98 254,05 \$ au lieu du montant actuel de 100 000 \$.

Mesure de suivi n° 1 :

Le Secrétariat de l'ISAC doit mettre à jour la contribution des membres du CPSSP en fonction de la décision se rapportant au Nunavut et doit en remettre une copie aux membres.



	rapportant au Nunavut et doit en remettre une copie aux membres.	
2.	<p><u>Communauté de pratique des services aux entreprises</u></p> <p>A) Rapport d'étape sur les travaux de la Communauté de pratique des services aux entreprises (voir tableau 2A)</p> <p>Paul Pierlot (par téléconférence) et Chris Laverdure, coprésidents des services aux entreprises, présentent un rapport d'étape sur les activités en cours de la Communauté de pratique des services aux entreprises se rapportant à ce qui suit : i) projet de lancement accéléré des entreprises (LAE); ii) adoption du numéro d'entreprise (NE) (fédéral et provincial); iii) nouvelles initiatives de services aux entreprises; iv) appel à l'action des services aux entreprises et discussion sur de possibles accélérateurs.</p> <p><u>Discussion:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Chris Bookless se renseigne quant au nombre d'administrations gouvernementales que la Communauté de pratique des services aux entreprises voudrait faire contribuer à la progression de ces travaux. Paul Pierlot répond que le groupe tente d'obtenir un vaste appui du Conseil afin de faire progresser l'appel à l'action des services aux entreprises, et qu'un groupe de travail sera mis sur pied. Chris Laverdure ajoute que le consultant travaillerait à l'élaboration de l'analyse de rentabilisation de l'appel à l'action des services aux entreprises. Jacques Paquette indique que la Table des sous-ministres (SM) FPT considère que les travaux de la Communauté de pratique des services aux entreprises relatifs au projet LAE devraient être accélérés. Il espère que ce groupe travaillera de concert à l'avancement de cette priorité. Corinne Charette mentionne que la Communauté de pratique des services aux entreprises veut obtenir un mandat pour faire progresser le projet LAE, mais qu'il y a deux demandes distinctes, à savoir : 1. appuyer le projet LAE pour accélérer les travaux liés aux services aux entreprises en se servant de l'appel à l'action des services aux entreprises; 2. continuer à œuvrer pour promouvoir l'adoption du NE comme principal outil fondamental des services aux entreprises. Corinne ajoute que l'adoption du NE n'entre pas en conflit avec les travaux du CPSSP. Ron Hinshaw demande en quoi consiste l'accélération du projet LAE. Paul Pierlot répond que le financement demandé récemment au CPSSP par la Communauté de pratique des services aux entreprises visait l'embauche d'un consultant dans le but d'élaborer une stratégie d'appel à l'action des services aux entreprises et qu'elle nécessite un engagement complet à tous les niveaux. 	<p><u>Mesure de suivi n° 2 :</u></p> <p>La Communauté de pratique des services aux entreprises doit faire un rapport au CPSSP sur les progrès accomplis d'après les rétroactions des membres relevées lors de la présente réunion se rapportant à ce qui suit : i) projet de lancement accéléré des entreprises (LAE); ii) adoption du numéro d'entreprise (NE) (fédéral et provincial); iii) nouvelles initiatives de services aux entreprises; iv) appel à l'action des services aux entreprises et discussion sur de possibles accélérateurs.</p>



- Guy Gordon demande au groupe d'accorder une attention particulière aux résultats figurant dans le rapport L'accent sur les entreprises 5.
- Annette Vermaeten indique qu'EDSC souhaiterait voir des résultats concrets. Elle s'interroge sur la possibilité d'élaborer une option pilote et de revenir avec un prototype.
- Jackie Stankey mentionne qu'il est important pour la Communauté de pratique des services aux entreprises de lier cela aux activités du groupe de travail sur le cadre afin de mieux comprendre comment fusionner l'identité numérique avec le décalage de canal, et comment atteindre la prochaine étape.

Les membres du CPSSP s'entendent pour dire qu'il est nécessaire d'accélérer les travaux liés aux services aux entreprises se rapportant au LAE et à l'adoption du NE.

Un élément de suivi découlant de ce point à l'ordre du jour a été identifié :

La Communauté de pratique des services aux entreprises doit faire un rapport au CPSSP sur les progrès accomplis d'après les rétroactions des membres relevées lors de la présente réunion se rapportant à ce qui suit : i) projet de lancement accéléré des entreprises (LAE); ii) adoption du numéro d'entreprise (NE) (fédéral et provincial); iii) nouvelles initiatives de services aux entreprises; iv) appel à l'action des services aux entreprises et discussion sur de possibles accélérateurs.

B) Gouvernement numérique : Facilité la conduite des affaires afin d'appuyer le Programme inclusif d'innovation du Canada (voir tableau 2B)

Corinne Charette, sous-ministre adjointe principale, ISDE, fait une présentation intitulée Gouvernement numérique : Transformer les services en ligne destinés aux entreprises.

Discussion :

- Jacques Paquette s'informe sur le type de collaboration qui pourrait exister entre le groupe de travail du LAE et celui de l'adoption du NE.
- Corinne Charette répond que les travaux du LAE et du NE se font en parallèle; les projets pilotes ne concernent pas les mêmes personnes, mais les groupes se tiendraient mutuellement informés.



	<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke souligne que la Nouvelle-Écosse a procédé au lancement de deux projets pilotes et qu'elle peut partager les renseignements à ce sujet. Elle souhaiterait également qu'ISDE lui fasse parvenir de l'information au sujet des projets pilotes. 	
3.	<p><u>Priorité nouvelle du CPSSP : Collaboration liée au réseau de services (voir tableau TAB 3A)</u></p> <p>Steve Burnett (Ontario) et Annette Vermaeten (EDSC), coprésidents de la Collaboration liée au réseau de services, présentent un rapport de situation du groupe de travail se rapportant au projet de schématisation de services, à l'analyse environnementale et au guide de partenariat. La présentation comprend une démo WebEx du projet de schématisation de services.</p> <p>Steve Burnett indique que le groupe de travail présentera un rapport d'étape à la Table des SM FPT en décembre, de même qu'un rapport d'étape à la réunion de février 2017 du CPSSP et que cela comprendrait les travaux liés à un sondage. Le groupe de travail envisage de faire le point sur le guide de partenariat à la réunion de septembre 2017.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Jacques Paquette demande quels seraient l'objectif et les renseignements compris dans le guide de partenariat. Steve Burnett répond que seuls des travaux préliminaires ont été effectués à ce jour sur le guide de partenariat et que la Colombie-Britannique (C.-B.) collaborera à son élaboration. La conduite du sondage constitue la première étape. Le guide de partenariat servira de modèle pour aider les administrations gouvernementales à mettre au point l'hébergement en colocation avec Service Canada pour les points de service en personne et permettra de diriger les conversations avec les administrations gouvernementales. Ron Hinshaw souligne que ce travail a été utile, mais qu'il était également lié à l'objectif ambitieux du gouvernement numérique et aux outils. Comment pouvons-nous développer des outils de services qui permettraient aux personnes de se présenter et d'avoir accès à n'importe quel bureau pour effectuer toutes leurs transactions, et comment pouvons-nous tirer avantage des réseaux de services? David Ward souligne que l'Ontario collabore avec Service Canada depuis un certain temps et que les travaux réalisés fournissent la valeur stratégique (réseau) qui établit le lien avec le numérique. Jackie Stankey offre de partager l'information recueillie par l'Alberta sur le canal Omni. Ces travaux consistent à tirer avantage de l'innovation ou à l'infuser dans le secteur public de façon semblable à ce qui se fait dans le secteur 	<p><u>Mesure de suivi n° 3 :</u></p> <p>Le groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services doit :</p> <ol style="list-style-type: none"> trouver des façons de faire avancer les choses en se servant de la schématisation de réseau de services afin d'établir un plan de départ permettant d'explorer les possibilités de collaboration en personne, et en simulant ce à quoi pourrait ressembler un modèle futur d'agent intégré, s'inspirant du projet pilote des Territoires du Nord-Ouest. demander à des sous-ministres désignés de parrainer l'avancement des travaux sur la collaboration liée au réseau de services. faire un rapport au CPSSP en février 2017, comprenant une mise à



	<p>privé. L'Alberta est favorable à un exercice de schématisation effectué par un groupe de travail sur les données ouvertes qui permettrait d'établir la façon de collaborer et d'utiliser ces données à des fins diverses.</p> <ul style="list-style-type: none"> Corinne Charette propose que le groupe de travail accélère le rythme de ces travaux en simulant sur papier ce que cela représente. Le NE est le numéro principal qu'une entreprise doit posséder. Il joue le rôle de ciment qui peut assurer la cohésion. Nous devons toutefois démontrer sur papier de quoi il en retourne. Robert Frelich fait remarquer qu'EDSC a collaboré à la réalisation et la localisation, mais qu'il s'est retiré depuis. Steve Burnett mentionne que la stratégie est brillante, mais que ce sont les défis opérationnels et législatifs qui font que les choses échouent. Il est important de rester vigilant. Nous devons créer une culture de collaboration. Il existe une barrière de complexité à la mise en œuvre. Natasha Clarke indique que le modèle opérationnel des bureaux sera modifié en raison du numérique qui est bien enraciné. Le numérique donne la possibilité d'éliminer les complexités. Elle demande également si on a envisagé l'intelligence artificielle et la façon dont elle pourrait être utilisée pour fournir des services. La Nouvelle-Écosse a fait quelques démos sur l'intelligence artificielle. <p><u>Des éléments de suivi découlant de la discussion ont été identifiés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services doit trouver des façons de faire avancer les choses en se servant de la schématisation de réseau de services afin d'établir un plan de départ permettant d'explorer les possibilités de collaboration en personne, et en simulant ce à quoi pourrait ressembler un modèle futur d'agent intégré, s'inspirant du projet pilote des Territoires du Nord-Ouest. b) Le groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services doit demander à des sous-ministres désignés de parrainer l'avancement des travaux sur la collaboration liée au réseau de services. c) Le groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services doit faire un rapport au CPSSP en février 2017, comprenant une mise à jour du sondage, de l'avancement de la schématisation et des progrès accomplis pour la phase deux. d) Le groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services doit faire un rapport au CPSSP en septembre 2017, comprenant un guide de partenariat et une mise à jour de la phase deux (numérique et téléphone). 	<p>jour du sondage, de l'avancement de la schématisation et des progrès accomplis pour la phase deux.</p> <p>d) faire un rapport au CPSSP en septembre 2017, comprenant un guide de partenariat et une mise à jour de la phase deux (numérique et téléphone).</p>
4.	<p><u>Renseignements axés sur les données (voir tableau 4)</u></p> <p>Hayden Lansdell, directrice générale, BC Centre for Data Innovation, donne un exposé sur l'analytique de données. La Colombie-Britannique a récemment procédé à l'examen des approches adoptées par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 4 :</u></p> <p>a) Doit collaborer avec le groupe de travail sur les données ouvertes</p>



Royaume-Uni et les États-Unis dans le but de déterminer les points forts et les points faibles. La présentation fait la synthèse des résultats et aborde des questions importantes sur la façon dont la Colombie-Britannique donne accès aux données et les utilise.

Discussion :

- Annette Vermaeten indique que la Table des SM FPT considère comme prioritaires les renseignements axés sur les données et que l'on devrait en accélérer la mise en œuvre. Elle souligne que cette présentation avait pour objectif de donner au CPSSP la possibilité d'échanger sur la façon dont le Conseil en tant que communauté de prestation de services FPTM peut se servir de ces données et contribuer aux progrès des travaux liés à cette priorité. Elle mentionne que, dans une prochaine étape, le CPSSP devrait envisager la mise sur pied d'un groupe pour étoffer le tout. Hayden Lansdell offre d'assumer un rôle directeur. ISDE manifeste également son intérêt à faire partie de ce groupe.
- Natasha Clarke mentionne qu'elle est ravie de constater que les données obtiennent l'attention dont elles ont besoin. Elle rappelle aux membres que les conseils mixtes ont déjà un groupe de travail sur l'information et les données ouvertes mené par Melanie Robert du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et David Hume de la Colombie-Britannique. Elle souligne également que le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) doit faire partie de la discussion puisque les données ouvertes constituent une double responsabilité.
- Jacques Paquette indique qu'il existe des besoins croissants pour les données et qu'une meilleure harmonisation est possible de la part de tous les partenaires. EDSC a embauché un nouvel agent de données en chef provenant du secteur privé afin de normaliser et de gérer sa collecte de données. De quelle façon pouvons-nous mieux exploiter ce que nous avons et trouver des moyens d'obtenir de l'information de meilleure qualité?
- Hayden Lansdell mentionne que les données représentent l'élément pour lequel il faut être proactif – comment améliorer la qualité des conversations se rapportant aux données et disposer les données là où il est le plus important d'en avoir dans le but de les partager.
- Corinne Charette propose que le Conseil et le CDPISP combinent leurs efforts de collecte de données. Elle indique également qu'il existe un groupe d'échange de données ouvertes à Waterloo visant à promouvoir les données ouvertes, et que le groupe sur les données ouvertes des conseils mixtes devrait entrer en contact avec celui-ci. De plus, il est important que le groupe de travail détermine les données qu'il souhaite recueillir se rapportant aux autres administrations gouvernementales pour ne pas obtenir celles qu'il a déjà.

afin de commencer l'élaboration d'un cadre pour l'initiative de documentation de données (DDI) relativement aux types de problèmes à résoudre. La Nouvelle-Écosse se porte volontaire pour appuyer les coprésidents de DDI (C.-B., ISDE et EDSC) dans l'avancement des travaux.

- b) Doit accorder la priorité aux données les plus utiles pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ou pour le public qui voudrait les exploiter.



	<ul style="list-style-type: none"> • Chris Laverdure indique qu'il était important de proposer des modèles de gestion de données. Le gouvernement garde toutes ces données alors que le secteur privé s'y intéresse. • Guy Gordon souligne que les travaux sur les services liés au décalage de canal et à la conception comportementale ont permis de fournir des renseignements sur l'utilisation des données. • Hayden Lansdell nous informe que la C.-B. travaille à la production de quelques documents sur la psychologie comportementale. • Mark Burns souligne qu'il existe un ensemble de données se rapportant aux recherches L'accent sur les entreprises et Les citoyens d'abord, et un besoin d'établir un lien avec ces recherches, de même que d'intégrer des éléments fondamentaux dans l'approche conceptuelle des services. • Natasha Clarke mentionne qu'elle participera à ces travaux afin d'établir les prochaines étapes en vue de faire progresser cette priorité. <p><u>Des éléments de suivi découlant de la discussion ont été identifiés :</u></p> <p>a) Doit collaborer avec le groupe de travail sur les données ouvertes afin de commencer l'élaboration d'un cadre pour l'initiative de documentation de données (DDI) relativement aux types de problèmes à résoudre. La Nouvelle-Écosse se porte volontaire pour appuyer les coprésidents de DDI (C.-B., ISDE et EDSC) dans l'avancement des travaux.</p> <p>b) Doit accorder la priorité aux données les plus utiles pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ou pour le public qui voudrait les exploiter.</p>	
5.	<p><u>Recherche du Secrétariat de l'ISAC : L'accent sur les entreprises 5 (LASLE5) (voir tableau 5)</u></p> <p>Dan Batista, directeur exécutif, ISAC, présente Marina Gilson, directrice, Ipsos Public Affairs, C.-B., qui fait un exposé détaillé sur les résultats de L'accent sur les entreprises 5; une recherche menée par Ipsos pour le compte de l'ISAC. La présentation comprend une période de questions et réponses avec Marina Gilson sur des questions particulières soulevées par les membres se rapportant aux renseignements contenus dans le rapport.</p> <p>Au cours de la discussion de suivi, il est proposé d'envisager d'effectuer des recherches sur ce que nous devons savoir sur le gouvernement numérique pour améliorer la prestation de services.</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 5 :</u></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC doit fournir à tous les membres du CPSSP et du CDPISP un exemplaire numérique gratuit du rapport national sur LASLE5.</p>



	<p>Dan Batista indique qu'un exemplaire numérique gratuit de LASLE5 sera offert à tous les membres du CPSSP et du CDPISP après les réunions.</p> <p>Marina Gilson invite les membres à communiquer avec Michal Dziong, directeur des recherches de l'ISAC, pour toute autre question se rapportant aux renseignements contenus dans le rapport ou dans la base de données des résultats sommaires.</p>	
6.	<p><u>Priorité nouvelle du CPSSP : Groupe de travail sur le décalage de canal (voir tableau 6)</u></p> <p>Ron Hinshaw, C.-B., et Chris Laverdure, ISDE, coprésidents du groupe de travail sur le décalage de canal, fournissent un rapport d'étape sur les travaux liés à la demande de propositions sur la préparation d'un manuel de perspectives comportementales visant l'échange de connaissances, de technologies, d'approches étape par étape, de leçons tirées et de pratiques exemplaires; toutes les administrations gouvernementales concernées par le gouvernement numérique sauront tirer profit de ce document. Chris mentionne que Steve Burnett, Ontario, travaille également en étroite collaboration avec les coprésidents du décalage de canal et les consultants de Deloitte à la préparation du manuel. L'ébauche du manuel sera présentée aux membres du CPSSP en décembre 2016 aux fins d'examen et de rétroaction. On prévoit présenter la version finale du manuel lors de la réunion en personne du CPSSP en février 2017.</p> <p>Ron Hinshaw invite les membres à fournir une rétroaction ou des suggestions liées aux exemples donnés par les administrations gouvernementales que l'on pourrait inclure dans le manuel.</p> <p><u>Discussion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke indique que ces travaux donnent la possibilité aux conseils FPTM de collaborer à la préparation d'un manuel et d'une boîte à outils, et aux membres de les rapporter à leur administration gouvernementale respective. Elle souligne que ces travaux arrivent à point nommé et constituent une mesure concrète pour améliorer les services axés sur les clients. Annette Vermaeten mentionne que ces travaux seront rapidement efficaces pour la Table des SM FPT. Lorsqu'ils seront terminés, elle souhaite pouvoir les transmettre à la Table des ministres aux fins de distribution dans leur administration gouvernementale respective. Elle propose également que ces travaux comprennent davantage d'études de cas. Chris Laverdure répond qu'il faudra d'abord procéder à des essais de convivialité avant de partager le manuel à grande échelle. 	<p><u>Mesure de suivi n° 6 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit poursuivre la préparation du manuel de perspectives comportementales tout en tenant compte des rétroactions formulées par les membres lors de la présente réunion. b) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit présenter une ébauche du manuel en décembre 2016 pour recueillir les rétroactions des membres. c) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit présenter la version finale du manuel à la réunion du CPSSP prévue en février 2017.



- Corinne Charette émet des réserves quant au fait d'inclure dans le manuel des entrevues avec des spécialistes réalisées par les consultants de Deloitte et se demande quelle en est la source de financement.
- Steve Burnett répond que les travaux sont financés exclusivement par le CPSSP, pour un montant de 45 k\$.
- Chris Laverdure demande aux membres d'envoyer les cas ou exemples où leur administration a tenté d'amener les citoyens à adopter des services en ligne afin de les inclure dans le manuel.

Des éléments de suivi découlant de la discussion ont été identifiés :

- a) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit poursuivre la préparation du manuel de perspectives comportementales tout en tenant compte des rétroactions formulées par les membres lors de la présente réunion.
- b) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit présenter une ébauche du manuel en décembre 2016 pour recueillir les rétroactions des membres.
- c) Le groupe de travail sur le décalage de canal doit présenter la version finale du manuel à la réunion du CPSSP prévue en février 2017.

7. **Table ronde des administrations sur les priorités et les initiatives liées à la prestation de services (onglets 6A à 6S)**

On demande à chaque membre du CPSSP de décrire brièvement sa priorité ou son initiative absolue en matière de prestation de services, tout en déterminant les possibilités de partager les connaissances et les pratiques exemplaires avec les membres du Conseil. Veuillez consulter les documents juridictionnels sur le partage d'information compris dans le relieur de la réunion (**voir tableaux 7A à 7S**).

À la table ronde des administrations gouvernementales, on invite les membres à faire le point sur ce qui se passe dans leur collectivité publique concernant l'identité sexuelle. À divers ordres de gouvernement, des préoccupations ont été exprimées à plusieurs égards au sujet de la collecte et de l'utilisation d'information sur l'identité sexuelle, obligeant les gouvernements à prendre en compte et à mettre en œuvre de nouvelles politiques.

Veuillez noter que seules les mesures de suivi découlant de la discussion sont inscrites au compte rendu de décision.

Mise à jour des renseignements relatifs aux administrations gouvernementales :

- Jennifer Dawson et Richard Dalpé, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Jackie Stankey, Alberta



	<ul style="list-style-type: none"> • Ron Hinshaw, Colombie-Britannique • Chris Bookless et Mark Burns, Yukon • Josée Dussault, ARC • Michelle Lattimore et Allison Little Fortin, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada • Christian Laverdure, Innovation, Sciences et Développement économique • Guy Gordon, Manitoba • Glenn Brunetti, MSDO Canada • Rob Horwood, Nouveau-Brunswick • Natasha Clarke, Nouvelle-Écosse • Steve Burnett, Ontario • Lee Parker, Postes Canada • Cosanna Preston-Idedia, Saskatchewan • Annette Vermaeten et Pascale Elvas, EDSC/Service Canada • Réa McKay, Services publics et Approvisionnement Canada • Libby Douglas, Anciens Combattants Canada • Territoires du Nord-Ouest (<i>mise à jour présentée par Chris Bookless pour le compte de Linda Maljan</i>) 	
8.	<p><u>Autres affaires :</u></p> <p>A) Conférence de recherche sur les services d'EDSC – Annette Vermaeten rappelle aux membres qu'Emploi et Développement social Canada tiendra une conférence de recherche sur les services d'une journée qui aura lieu à Ottawa, le 28 novembre 2016. Les représentants des ministères fédéraux, des gouvernements provinciaux, des municipalités, du secteur privé et du milieu universitaire qui souhaitent faire une présentation lors de la conférence sont invités à répondre à un appel de communications avant le 16 septembre 2016. Annette indique qu'une prolongation du délai du 16 septembre peut être accordée, si des administrations gouvernementales souhaitent participer à la conférence.</p> <p>B) Prochaine réunion en personne des conseils : 22 et 23 février 2017, Ottawa (Ontario) Les coprésidents rappellent aux membres que la prochaine réunion en personne se tiendra à Ottawa (Ontario) les 22 et 23 février 2017.</p> <p>C) Au nom des conseils, Natasha Clarke exprime ses remerciements et sa reconnaissance à Chris Bookless qui a apporté une contribution et un soutien inestimables pour façonner et faire progresser les travaux des conseils au cours des deux dernières années en tant que coprésident du CPSSP.</p>	



D) Au nom des conseils, Chris Bookless remercie Bev Dicks et Ron Hinshaw pour l'organisation des réunions tenues à Victoria (C.-B.).

Chris Bookless remercie les membres et observateurs de leur participation.

Séance levée à 16 h HAE.